

L'eucharistie

Une impasse œcuménique ?

... Pierre Emonet s.j.

De la longue encyclique de Jean Paul II sur l'eucharistie, l'opinion publique n'a pratiquement retenu que l'interdiction de l'hospitalité eucharistique et quelques questions de discipline. L'encyclique a été fort mal reçue par les milieux œcuméniques, qui craignent que les accords doctrinaux auxquels on était parvenu ne soient à la longue remis en question si le dialogue n'aboutit pas à des résultats plus concrets pour les relations entre les Eglises. « L'horloge œcuménique est retardée », a déclaré l'Institut de recherche interconfessionnelle de Bensheim, en Allemagne.

Si l'encyclique de Jean Paul II met l'accent sur les divergences qui existent encore entre les confessions, elle ne nous enferme pas dans une impasse. Le pape parle au niveau institutionnel, prenant acte des divisions qui existent encore, attirant l'attention sur certaines dérives et sur des pratiques aberrantes. Seule une lecture superficielle peut y voir un frein à l'œcuménisme.

Le mode de présence du Christ dans l'eucharistie (la présence *réelle*) ne semble plus être un problème majeur. Beaucoup de protestants partagent aujourd'hui la même foi que les catholiques, à savoir que le Christ est bel et bien présent dans l'eucharistie - *réellement*, disent les catholiques - et pas

seulement l'objet d'un souvenir. En 1973 déjà, le Groupe des Dombes publiait un accord entre catholiques et protestants dans lequel on lisait : « Nous confessons unanimement la présence réelle, vivante, agissante du Christ dans ce sacrement. »¹

Il est vrai qu'au niveau institutionnel, des incertitudes subsistent sur la manière dont est conçue cette présence par certaines communautés protestantes. Dans son rapport concernant une consultation du COE à l'occasion du *Document de Lima* (avril 1986), la Fédération des Eglises protestantes de Suisse (FEPS) écrit : « Christ, Seigneur crucifié et ressuscité, est présent dans la Sainte Cène. Il est présent en vertu de l'Esprit Saint si le repas est célébré dans l'obéissance à ses directives » (p. 53). Par contre, le pain et le vin qui restent après la distribution ne sont que du pain et du vin (p. 56), une conception qui ne concorde pas avec la foi catholique, pour laquelle le Christ est objectivement présent dans les espèces consacrées aussi longtemps que le pain et le vin subsistent. La présence sacramentelle ne dépend pas de la foi des chrétiens, elle n'est pas subjective. Il faut reconnaître que depuis cette déclaration, les Eglises protestantes n'ont guère évolué. Elles campent sur leurs positions. Face à ces divergences, l'encyclique rappelle l'enseignement du concile de Trente sur la présence réelle et son explication par la

L'encyclique de Jean Paul II sur l'eucharistie ne conduit nullement à une impasse œcuménique comme le laisse entendre une lecture superficielle. Si elle était nécessaire pour éviter des abus et contenir une certaine anarchie, elle n'exclut pas des solutions pastorales adaptées à des circonstances particulières.

1 • *Vers une même foi eucharistique ?*, Les Presses de Taizé, 1973, p. 21.

notion de *transsubstantiation* qui agace toujours les protestants. Il faut alors leur rappeler que si le concile de Trente a défini la présence réelle, la notion de *transsubstantiation* ne fait pas l'objet de la définition.

Sacrement de l'ordre

La principale pierre d'achoppement est certainement le refus de l'hospitalité eucharistique, c'est-à-dire la possibilité pour les fidèles d'une confession de communier à l'eucharistie célébrée dans une autre confession. Si dans certains cas bien précis on peut admettre que des orthodoxes ou des protestants reçoivent la communion catholique, il n'y a pas de réciprocité parfaite. Un catholique pourra dans certains cas recevoir la communion lors d'une liturgie orthodoxe, mais jamais au cours d'une Sainte Cène protestante.

La raison avancée par l'encyclique est double : le protestantisme n'a pas conservé le sacrement de l'ordre et il a rompu la communion ecclésiale. Or les deux constituent une condition absolue pour que l'eucharistie célébrée par une communauté chrétienne soit l'eucharistie instituée par le Christ.

Le sacrement de l'ordre d'abord. Instituée au Cénacle, l'eucharistie a été confiée aux Apôtres. Elle doit donc être célébrée conformément à la foi des Apôtres. Or l'Eglise continue à être enseignée, sanctifiée et dirigée par les Apôtres, grâce à leurs successeurs, le collège des évêques, assisté par les prêtres, en union avec le successeur de Pierre. « Succéder aux Apôtres implique nécessairement le sacrement de l'ordre, à savoir la suite ininterrompue des ordinations épiscopales valides, remontant jusqu'aux origines » (n° 28). Cette affirmation a des conséquences

pratiques à forte portée œcuménique. Même si la communauté exerce le sacerdoce en participant à l'offrande de l'eucharistie, c'est toujours un prêtre ordonné qui doit présider la célébration, car l'eucharistie est un don fait à la communauté des disciples, un don qui vient du Christ. Une communauté ne se donne pas l'eucharistie, elle ne peut que la recevoir du Christ qui est sa tête. C'est précisément ce que signifie l'ordination sacerdotale : la communauté reçoit le corps livré et le sang versé à travers une longue chaîne qui, par la succession épiscopale, remonte jusqu'aux Apôtres et au Christ. Ce qui fait dire au pape : « Le ministère des prêtres qui ont reçu le sacrement de l'ordre manifeste que l'eucharistie qu'ils célèbrent est un don qui dépasse radicalement le pouvoir de l'assemblée » (n° 29).

Cette insistance sur la nécessité du prêtre ordonné semble minimiser un peu le sacerdoce de la communauté dont parle la première *Lettre* de Pierre (1 P 2,9-10). Le ministère n'est pas au-dessus ni au-delà de la communauté, il en fait partie intégrante, au point qu'en célébrant, le ministre ordonné est toujours un concélébrant : « Le prêtre ne consacre pas seul, il n'offre pas seul, mais toute l'assemblée des croyants consacre et offre avec lui » (Guéric, XII^e siècle).² Pour Prosper d'Aquitaine (390-455), le ministère ordonné n'existe qu'en fonction du ministère du peuple pris globalement : « C'est tout le peuple chrétien qui est sacerdotal. »

2 • PL 85,87. Cf. aussi le cérémonial de l'ordination épiscopale dans la *Tradition apostolique d'Hippolyte*, n° 2.

La deuxième raison pour refuser l'hospitalité eucharistique est le manque de communion ecclésiale de la part des communautés issues de la Réforme, une communion qui est à la fois *invisible* et *visible*. *Invisible* dans la mesure où il s'agit de l'union de chaque chrétien avec Dieu, de la foi au Christ, de l'action du Saint-Esprit qui nous lie au Père et entre nous avec le Christ. Elle suppose la foi, l'espérance et la charité, la grâce, une vie conforme à l'enseignement du Christ, etc. Elle est invisible, parce qu'elle est le secret des consciences.

Mais la communion ecclésiale est aussi *visible*, parce qu'elle s'exprime à travers les liens extérieurs que sont le baptême, la communion dans la doctrine des Apôtres, dans les sacrements, dans l'ordre hiérarchique. Une assemblée eucharistique réunit toujours des baptisés, qui sont en communion avec l'évêque, principe visible et témoin de l'unité d'une Eglise particulière, et le Pontife romain, garant visible de l'unité de l'Eglise universelle.

Pour la théologie catholique, cette succession épiscopale qui manque dans les communautés ecclésiales issues de la Réforme du XVI^e siècle fait « qu'elles n'ont pas conservé la substance propre et intégrale du mystère eucharistique » (Vatican II, *Décret sur l'œcuménisme*, n° 22). L'eucharistie présuppose la communion et la consolide, elle ne peut pas en être le point de départ.

Pour le protestantisme, la tradition apostolique et la succession épiscopale ne coïncident pas nécessaire-

ment, aussi rejette-t-il toute interprétation qui lie la fidélité à la tradition apostolique, à l'unité de l'Eglise et à la succession apostolique par le truchement des évêques.³ L'exécutif de la FEPS le déclare clairement dans un communiqué publié en réponse à l'encyclique où il rappelle les fondements de la conception protestante de la Cène et de l'Eglise.⁴

La Fédération luthérienne mondiale (FLM) a déclaré qu'il n'existe aucune raison théologique suffisante pour interdire l'hospitalité eucharistique entre protestants et catholiques, et trois instituts européens de recherche œcuménique - entre autres un catholique - ont affirmé que « même s'il existe encore des divergences sur la question du ministère, une convergence a été obtenue sur les principes de base qui rend l'hospitalité eucharistique possible ».⁵

Des exceptions

Des principes énoncés, l'encyclique tire quelques directives disciplinaires qui semblent, à première vue, remettre en cause des pratiques devenues traditionnelles dans bien des paroisses à l'occasion de fêtes fédérales, de grandes manifestations ou dans certains cultes à l'armée : les célébrations œcuméniques de la Parole, des prières avec des chrétiens appartenant aux communautés ecclésiales issues de la Réforme ou la participation à leur service liturgique ne doivent pas remplacer la messe dominicale (n° 30).

Il ne s'agit pas ici d'une affirmation de foi mais d'une norme disciplinaire. Même s'il constitue une obligation grave, le précepte dominical n'est pas absolu ; il admet des exceptions, comme le rappelle le *Catéchisme de l'Eglise catholique* (n° 2181) citant le Droit canon

3 • Cf. FEPS, *loc. cit.*, p. 85.

4 • *Bulletin SEK-FEPS*, 2/2003, p. 14.

5 • Institut catholique de recherche œcuménique de Tübingen, l'Institut protestant de recherche interconfessionnelle de Bensheim, le Centre d'études œcuméniques de Strasbourg lié à la FLM. Cf. *APIC*, 15.04.03, p. 9.

(CIC 1245) : les fidèles peuvent en être excusés pour une raison sérieuse ou sur dispense de leur propre pasteur. Une réunion de prière avec des fidèles d'une autre confession à l'occasion d'une rencontre, d'une semaine de l'unité ou d'une circonstance particulière touchant deux communautés de confessions différentes constituent une raison suffisamment sérieuse pour justifier l'exception, à plus forte raison si le pasteur lui-même dispense ses ouailles.

Parce que l'eucharistie est si étroitement liée au sacerdoce et qu'elle ne peut être célébrée en l'absence d'un prêtre, une communauté sans prêtre - et sans eucharistie - est donc une anomalie. L'encyclique le reconnaît et recommande aux assistants pastoraux en charge d'une paroisse de maintenir dans la communauté une véritable « faim » de l'eucharistie, sans toutefois proposer grand-chose pour faire face à la famine. Elle encourage à mettre en œuvre une pastorale des vocations adaptée, à profiter de la présence occasionnelle de prêtres de passage, mais ne dit rien de l'éventuelle ordination d'hommes mariés (*virī probati*), que des évêques de plus en plus nombreux appellent de leurs vœux. S'il est vrai que toute communauté chrétienne est structurée par l'eucharistie, on peut se demander jusqu'à quel point le lien entre communauté et eucharistie est pris au sérieux lorsqu'on le fait dépendre d'une norme disciplinaire comme le célibat sacerdotal.

L'encyclique reconnaît qu'il peut y avoir des exceptions. Citant le canon 844, §4, elle rappelle que, dans certaines conditions, on peut toujours accueillir à la table eucharistique des personnes appartenant à d'autres confessions (Églises ou Communautés ecclésiales séparées). « En cas de danger de mort

ou si, au jugement de l'évêque diocésain ou de la conférence des évêques, une autre grave nécessité se fait pressante, les ministres catholiques peuvent administrer licitement ces mêmes sacrements, aussi aux autres chrétiens qui n'ont pas la pleine communion avec l'Église catholique, lorsqu'ils ne peuvent pas avoir recours à un ministre de leur communauté et qu'ils le demandent de leur plein gré, pourvu qu'ils manifestent la foi catholique sur ces sacrements et qu'ils soient dûment disposés. »

Ce qui permet aux canonistes de distinguer trois sortes de nécessité : physique, en cas de danger de mort, de captivité ou de persécution ; spirituelle, comme le serait le désir de progresser dans la vie spirituelle et de prendre plus profondément part au mystère de l'Église et de son unité ;⁶ théologique, dans la mesure où s'intensifie la communion ecclésiale entre des chrétiens qui prient ensemble, lisent l'Écriture, écoutent la Parole et s'engagent pour la justice, la paix et la sauvegarde de la création.⁷

En demandant aux autres chrétiens de « manifester la foi catholique », le Droit canon ne leur impose pas de devenir catholiques, comme le montre la formulation plus nuancée du Code de droit oriental : « pourvu qu'ils manifestent une foi conforme à la foi de l'Église catholique » (canon 671, §4). Pour l'archevêque de Vienne, le cardinal Schönborn : « Du moment qu'il peut dire de tout son cœur l'Amen de la prière eucharistique, il peut aussi recevoir d'un cœur sincère

6 • Cf. Instruction du Secrétariat pour l'unité des chrétiens, du 1^{er} juin 1972.

7 • Cf. **Sabine Demel**, professeur de Droit canon à l'Université de Regensburg, in *Stimmen der Zeit*, n° 10, 2003, pp. 663-676.

le fruit de la prière eucharistique, la communion, il peut répondre "Amen" à la parole de celui qui distribue la communion en disant "Le corps du Christ". » Reste la participation d'un catholique à la communion distribuée lors d'une célébration protestante. L'interdiction repose sur une double raison : cette participation entretiendrait une ambiguïté sur la nature de l'eucharistie et serait, par conséquent, un manque au devoir de témoigner avec clarté de la vérité. Mais il est des cas où ces dangers sont clairement écartés, lorsque l'attachement du catholique à son Eglise et sa fidélité à son enseignement sont manifestes et bien connus, et que son geste n'apparaît pas comme une remise en cause de sa foi en l'eucharistie ni comme l'expression d'un relativisme qui banaliserait le sacrement. Dans ces cas, les raisons de l'interdiction disparaissent et chacun est renvoyé à sa propre conscience. C'est la conclusion à laquelle était arrivé le Synode 72 du diocèse de Lausanne, Genève et Fribourg.⁸

Union et divisions

La mise au point de Jean Paul II était nécessaire pour contenir une certaine anarchie et éviter des abus. Ouvrir sans autre la porte à une hospitalité eucharistique généralisée, sans discernement, reviendrait à ignorer certains points importants sur lesquels les Eglises divergent encore. En rappelant avec vigueur que l'eucharistie est un don qu'on ne peut recevoir que dans l'adoration et

l'action de grâce, elle ne conduit nullement à une impasse œcuménique. Des solutions pastorales adaptées à des circonstances particulières, comme peuvent l'être des situations de personnes, de paroisses ou de diocèses, restent possibles. Il revient aux pasteurs sur le terrain, et avec leurs communautés, d'évaluer ce qu'il convient de faire pour rester fidèles à l'invitation du Christ, à la tradition de l'Eglise et à la mouvance de l'Esprit.

On peut toutefois regretter que l'encyclique ne dise rien des progrès réalisés dans le dialogue avec les luthériens, qui ont abouti à un accord sur la justification. Les controverses sont dépassées pour ce qui concerne la présence du Christ dans l'eucharistie, l'eucharistie comme sacrifice, la pratique sous les deux espèces et même la signification du ministère. Ces progrès ne pourraient-ils pas se manifester aussi dans la communion eucharistique, sous peine de transformer les déclarations théologiques en une mauvaise farce ?⁹

L'eucharistie fait l'Eglise, dans la mesure où elle unit entre eux par l'*agapè* et la mutuelle prise en charge ceux qui communient à la même table (1 Co 10,16). Le corps du Christ qu'ils reçoivent est celui qui est mort en croix pour abattre les murs de séparation, un corps qui n'est pas replié sur lui-même mais qui est offert « pour la vie du monde », pour réunir dans l'unité les enfants de Dieu dispersés (Jn 11,52). L'eucharistie unit et divise, parce qu'elle est la loi de l'amour en actes. Elle rapproche tous ceux qui donnent leur vie, qu'ils soient croyants ou athées, et elle éloigne de tous ceux qui refusent de la donner ou qui ne la donnent que par devoir.¹⁰

P. E.

8 • Synode 72 du diocèse de Lausanne, Genève et Fribourg, *Décisions et recommandations*, n° 117,6.

9 • Sabine Demel, *loc. cit.*

10 • Maurice Bellet, *La chose la plus étrange*, DDB 1999, p. 130.